



FREEDOM
ONLINE
COALITION

COALITION
POUR LA LIBERTÉ
EN LIGNE



CLL Consultations Régionales

Résumé de la Consultation Régionale
en Amérique Latine

Juillet 2022

Table des Matières

Contexte	3
Résumé	3
Tendances	3
Recommandations	5
Annexe	7



Contexte

- À titre de président en 2022 de la Coalition pour la liberté en ligne (CLL), le Canada a animé six consultations régionales multipartites dans le but de communiquer directement avec les intervenants et de recueillir des connaissances sur les obstacles à la liberté sur Internet à l'échelle régionale et sous-régionale.
- Les consultations multipartites alimenteront le prochain « Programme d'Ottawa » de la CLL, qui permettra de mettre à jour le document fondateur de la Coalition, le **Programme de Tallinn** [en anglais seulement], avec un ensemble d'engagements pour la promotion des droits de la personne en ligne.



Résumé

- Au cours de la consultation régionale en Amérique latine tenue en vertu de la règle de Chatham House, des spécialistes issus de la société civile, des médias, du monde universitaire et du secteur privé ont indiqué que la désinformation, les logiciels espions et la littératie numérique limitée sont les principaux responsables du rétrécissement de l'espace civique en ligne.



Tendances

La multiplication des technologies de l'information et des communications (TIC) et l'interconnectivité mondiale pourraient contribuer énormément à l'accélération du progrès humain. Néanmoins, le **numérique divise**, et la hausse des menaces, comme les **coupures d'Internet**, continue d'avoir une incidence sur l'objectif d'un Internet ouvert et interexploitable. Les participants ont exprimé leurs préoccupations concernant la tendance de plus en plus présente des coupures d'Internet imposées par le gouvernement, qui restreignent la capacité des défenseurs des droits de la personne, des

journalistes et des défenseurs des droits environnementaux, entre autres, de signaler les violations des droits de la personne ou les abus. Partout dans la région, les secteurs ayant une **connectivité limitée** sont isolés et incapables de profiter de la diffusion d'information en ligne – une dynamique qui a été exacerbée par la pandémie de COVID-19. Il est essentiel d'accroître l'accès à la technologie et d'améliorer les compétences en littératie numérique, surtout pour les personnes qui n'ont pas toujours accès à Internet, y compris les peuples autochtones et les migrants.

Une tendance mondiale vers le **rétrécissement de l'espace civique** se dessine, en ligne et hors ligne. En Amérique latine, la crise économique mondiale intensifie l'agitation sociale, les participants soulignant que les gouvernements peuvent utiliser cette période d'incertitude pour accroître leur utilisation des technologies numériques afin de réprimer et de surveiller leurs citoyens. Déjà, les technologies numériques ont été utilisées par les gouvernements pour restreindre la liberté de presse. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est l'une des régions les plus meurtrières du monde pour les journalistes, alors que de nombreuses personnalités publiques ont reçu des menaces en ligne qui ont mené à de la violence hors ligne. Plusieurs participants ont exprimé leurs préoccupations par rapport à la normalisation de la **censure**, qui restreint la liberté d'expression, d'opinion, d'association, de travail et le droit à l'éducation.

Des experts ont également mentionné que la **désinformation** est en hausse, surtout lors de la tenue d'élections, afin de contrôler, d'intimider et de manipuler les citoyens. Cette hausse est particulièrement préoccupante, car la privatisation de l'espace civique dans la région est très répandue, et les entreprises privées prennent de plus en plus le contrôle des espaces de discours publics. Selon les experts, cette tendance indique souvent que les entreprises n'adaptent pas leurs pratiques de modération aux réalités locales en Amérique latine ou ailleurs dans les pays du Sud, elles mettent plutôt l'accent sur l'Europe ou les États-Unis.

De nombreux participants ont soulevé le problème du logiciel espion, lequel permet à un utilisateur d'obtenir de l'information sur les activités informatiques d'une autre personne en transmettant secrètement des données. Le **logiciel espion** cible souvent des opposants politiques, des

défenseurs des droits de la personne et des journalistes. De nombreux pays de l'Amérique latine adoptent également des systèmes d'identification biométrique de façon systématique, comprenant les systèmes de reconnaissance faciale. Partout dans la région, des groupes criminels organisés utilisent régulièrement des méthodes de plus en plus sophistiquées de piratage informatique pour cibler des infrastructures essentielles, comme des services de santé. Un expert a déclaré que ces cyberopérations malveillantes ont des répercussions différentes sur les femmes et les personnes de diverses identités de genre, même si la dimension de genre dans le contexte de la cybersécurité et du cybercrime demeure souvent inexplorée.



Recommandations

Les participants ont reconnu que la CLL est un organe pertinent et important qui possède le pouvoir de persuader d'autres gouvernements de respecter les droits de la personne en ligne et hors ligne. Ils ont recommandé plusieurs mesures que les membres de la CLL, individuellement ou collectivement, pourraient entreprendre pour accroître la liberté d'Internet à l'échelle régionale et mondiale. La CLL doit :

- continuer de mobiliser de multiples intervenants, des partenaires interdisciplinaires, de faire appel à des experts intersectionnels, et de permettre aux collectivités marginalisées de participer à la discussion et de se faire entendre; plus précisément, les femmes et les personnes de diverses identités de genre doivent participer aux conversations entourant la cybersécurité et le cybercrime puisqu'elles vivent la menace de manière différente;
- s'assurer que le langage normatif élaboré par la CLL est utilisé dans d'autres forums internationaux et régionaux; la désinformation, la surveillance et le rétrécissement de l'espace civique dans les contextes numériques sont des domaines d'engagement prioritaires pour la CLL dans l'avenir;
- participer davantage aux niveaux bilatéral et multilatéral en Amérique latine, afin d'exprimer les

préoccupations par rapport aux lois qui entravent la liberté d'expression en ligne;

- travailler plus étroitement avec le secteur privé afin d'assurer le respect des droits de la personne dans les espaces en ligne; p. ex., les entreprises de télécommunications doivent s'engager à respecter des normes internationales plus élevées afin de faire preuve de transparence à l'égard des consommateurs et de leur rendre des comptes.

Annexe

Questions à des fins de discussion

- Quelles tendances régionales ou mondiales liées à l'évolution des technologies numériques et de l'Internet auront le plus d'incidence sur les droits de la personne en ligne et hors ligne au cours des cinq à dix prochaines années?
- Quels sont les défis les plus pressants pour la protection et la promotion des droits de la personne en ligne, tant sur le plan régional qu'international?
- Comment définir un Internet libre, ouvert, interopérable, sécurisé et fiable sur le plan de l'infrastructure et de la gouvernance? Comment les gouvernements peuvent-ils se défendre contre la segmentation d'Internet?
- Où les gouvernements devraient-ils concentrer leur attention et l'aide internationale pour réduire le fossé numérique et accroître l'habileté numérique?
- Comment la CLL devrait-elle répondre aux tentatives croissantes de restreindre les voix démocratiques en ligne (c.-à-d. les coupures d'Internet, la désinformation, les technologies de logiciels espions)?
- Quels programmes, initiatives ou processus la CLL devrait-elle entreprendre au cours des cinq à dix prochaines années pour aider à protéger les droits de la personne et les libertés fondamentales et à faire progresser une réelle inclusion numérique?
- Comment la CLL peut-elle encourager un dialogue et une coopération avec le secteur privé sur la mise en œuvre efficace des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de la personne, de même qu'y participer?